

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/11843]

**28 FEVRIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon
favorisant la prévention de certains déchets et la propreté publique**

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, l'article 6, § 4, modifié en dernier lieu par le décret du 23 juin 2016;

Vu le Plan wallon des Déchets-Ressources, les actions 19 et 20 du chapitre 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets, les articles 50 et suivants et les articles 89 et suivants ;

Vu l'avis 64.102/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 septembre 2018, en application de l'article 84, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu le rapport établi le 26 juin 2018 conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales,

Vu la notification à la Commission européenne conformément à la Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information ;

Considérant la hiérarchie des déchets ;

Considérant la contribution de l'autocollant stop pub à la prévention des déchets de papier publicitaire ;

Considérant que la mise sous film plastique des publications gratuites n'est pas indispensable à leur distribution, et que les alternatives avérées sont disponibles sur le marché, notamment pour le regroupement des publications, leur protection éventuelle et leur adressage ;

Considérant qu'il faut néanmoins laisser un temps d'adaptation aux acteurs pour généraliser ces alternatives ;

Considérant la diminution constante de la production de déchets photographiques, du fait des technologies numériques ;

Considérant l'avis de la Commission des déchets, donné le 3 juillet 2017 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o le distributeur : la personne qui assure la distribution des imprimés publicitaires ou de la presse d'information gratuite ;

2^o les écrits publicitaires : la presse d'information gratuite et l'imprimé publicitaire ;

3^o l'éditeur : la personne qui se charge et endosse la responsabilité du contenu rédactionnel d'une publication, commande et règle financièrement les ordres d'impressions et de distribution et assure les prescrits légaux liés à ce statut ;

4^o le film plastique : l'enveloppe ou l'emballage en matière plastique entourant un ou plusieurs écrits ;

5^o l'imprimé publicitaire : la publication gratuite à vocation commerciale, visant l'intérêt particulier de l'annonceur ou des annonceurs publicitaires, à l'exclusion de la presse d'information gratuite. L'écrit publicitaire encarté, sous forme de feuillet séparé, dans la presse d'information gratuite, conserve son statut d'imprimé publicitaire ;

6^o le plastique : un polymère au sens de l'article 3, point 5), du Règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil, auquel des additifs ou d'autres substances peuvent avoir été ajoutés, et qui est capable de jouer le rôle de composant structurel principal de l'objet ;

7^o le Ministre : le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions ;

8^o la presse d'information gratuite : la publication gratuite, distribuée selon une périodicité régulière et définie avec un minimum de douze parutions par an, comportant de la publicité multi-marques, la mention de l'éditeur responsable et le contact de la rédaction, ainsi que d'une part du texte rédactionnel protégé par les droits d'auteur, avec des informations de nature journalistique liées à l'actualité récente, adaptées à la zone de distribution mais essentiellement locales et/ou communales, et d'autre part des informations d'intérêt général d'actualité et non périmées, adaptées à la zone de distribution, portant sur cinq des six sujets suivants :

a) les rôles de garde (médecins, pharmaciens, vétérinaires, ...) ;

b) les agendas reprenant les principales manifestations culturelles, sportives, associatives et caritatives dans la zone de distribution ;

c) les offres d'emplois et de formation ;

d) les annonces notariales ;

e) les petites annonces de particuliers ;

f) les législations, les annonces d'utilité publique et les publications officielles ou d'intérêt public, telles que les enquêtes publiques ou les publications ordonnées par les cours et tribunaux ;

9° le producteur : l'éditeur d'écrits publicitaires et de publications gratuites distribués en Région wallonne ;

10° la publicité : l'activité ou la pratique de communication ayant pour objet de faire connaître une marque, un produit ou service à caractère commercial et d'inciter à acheter ou à utiliser ceux-ci.

Art. 2. L'occupant d'un immeuble peut manifester à tout moment son opposition à recevoir des écrits publicitaires non adressés en apposant un autocollant régional sur sa boîte aux lettres.

L'autocollant régional exprime le refus des imprimés publicitaires et de la presse d'information gratuite non adressés, ou uniquement le refus des imprimés publicitaires non adressés.

Les deux types d'autocollants régionaux sont proposés ensemble. Ils sont conformes aux modèles repris en annexe 1 et présentent les caractéristiques techniques décrites en annexe 2. Le ministre peut adapter les modèles d'autocollants exprimant le refus des écrits publicitaires, et leurs caractéristiques techniques, après consultation des secteurs.

Art. 3. § 1^{er}. Il est interdit de déposer ou distribuer des écrits publicitaires non adressés

1° en violation des indications apposées sur les boîtes aux lettres par l'autocollant régional ou toute manifestation de volonté similaire exprimée clairement et de manière générale ;

2° à proximité des boîtes aux lettres auxquelles ils sont destinés, sur la voie publique ou de manière telle qu'ils puissent être entraînés sur la voie publique ;

3° à proximité des boîtes aux lettres auxquelles ils sont destinés, en violation des demandes formulées par les propriétaires ou occupants d'immeubles ;

4° dans les boîtes aux lettres d'immeubles manifestement inoccupés.

La distribution groupée de publications, quel qu'en soit l'objet, ayant pour but ou pour effet de ne pas respecter en tout ou partie les indications apposées sur les boîtes aux lettres est interdite.

§ 2. La distribution sous film plastique des écrits publicitaires, qu'ils soient adressés ou non adressés, et de toutes autres publications gratuites non publicitaires est interdite.

L'interdiction est directement applicable aux publications qui ne faisaient l'objet d'aucune distribution sous film plastique avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pour les publications faisant l'objet d'une distribution sous film plastique avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'usage des films plastique est progressivement réduit de manière à atteindre, pour le 31 décembre de chaque année, les objectifs suivants :

- 2019 : la réduction de minimum 20 % de la quantité de films plastiques utilisés en 2017 ;
- 2020 : la réduction de minimum 30 % de cette quantité ;
- 2021 : la réduction de minimum 50 % de cette quantité ;
- 2022 : la suppression totale des films plastiques.

Lorsque les données ne sont pas disponibles pour 2017, et moyennant due motivation et démonstration auprès de l'administration, l'année de référence est 2018.

Par quantité de films plastiques, on entend le tonnage de films plastique, ou, lorsque les données ne sont pas disponibles, et moyennant due motivation et démonstration de l'équivalence, le nombre de films utilisés.

Sur avis de l'administration, le Ministre peut préciser le mode de calcul de la réduction de la quantité de films plastiques.

Art. 4. § 1^{er}. Les producteurs et les distributeurs d'écrits publicitaires non adressés distribués dans les boîtes aux lettres :

1° assurent au minimum une fois par an, de manière claire et appropriée, et de manière collective, l'information de tous les destinataires des écrits publicitaires non adressés concernant l'objectif et la disponibilité des autocollants régionaux ;

2° éditent des autocollants régionaux à leurs frais, en vue de répondre aux besoins relatifs à leur distribution établis en concertation avec l'administration ;

3° veillent à la distribution gratuite des autocollants régionaux au travers d'un réseau d'établissements accessibles gratuitement au public et répartis de manière homogène sur le territoire ;

4° mettent à disposition de l'administration des autocollants en vue de leur diffusion par les communes et les services régionaux ;

5° collaborent aux actions régionales de sensibilisation à la prévention et la gestion des déchets et la propreté publique concernant les écrits publicitaires, notamment en relayant les campagnes de communication régionales ;

6° assurent le suivi des plaintes relatives au non-respect de l'autocollant régional par les distributeurs ;

7° rapportent annuellement à l'administration, pour le 1^{er} mars de chaque année, les actions réalisées durant l'année qui précède conformément aux points précédents, la répartition éventuelle entre eux des différentes obligations, le bilan des plaintes et le suivi y apporté, ainsi que le nombre d'autocollants distribués au travers du réseau d'établissement visé au point 3°.

Les producteurs et les distributeurs peuvent confier l'exécution de manière collective de tout ou partie de leurs obligations à un tiers. Ils communiquent à l'administration les coordonnées de la ou des personnes de contact pour l'application des dispositions du présent article.

Le producteur d'écrits publicitaires n'excédant pas une feuille A4 et distribués au maximum deux fois par an à l'échelon exclusivement local est dispensé des obligations visées à l'alinéa 1^{er}, 1^o à 5^o et 7^o.

§ 2. Les distributeurs d'écrits publicitaires rapportent annuellement à l'administration, pour le 1^{er} mars de chaque année, le nombre d'éditions, le nombre d'exemplaires et le tonnage annuel d'écrits publicitaires non adressés distribués en Région wallonne.

Les distributeurs de publications visées à l'article 3, § 2, communiquent à l'administration, pour le 1^{er} mars de chaque année, le nombre de publications emballées dans du film plastique distribuées en Wallonie l'année précédente, les producteurs respectifs de ces publications, l'année de référence, ainsi que le tonnage correspondant de films plastiques.

Les distributeurs peuvent confier l'exécution collective de tout ou partie de leurs obligations à un tiers. Ils communiquent à l'administration les coordonnées de la ou des personnes de contact pour l'application du présent article.

§ 3. L'administration peut préciser le format et les modalités des rapports et communications visés au présent article.

§ 4. Sur avis de l'administration et après consultation des organismes représentatifs des parties concernées, le Ministre peut préciser les modalités d'application du présent article, notamment le nombre minimal d'autocollants régionaux à éditer annuellement, et le format et les modalités des rapports et communication.

Art. 5. Les communes et les intercommunales de gestion des déchets informent régulièrement leurs usagers de la disponibilité des autocollants régionaux. L'information est diffusée sur leur site internet et publiée dans le bulletin communal au minimum une fois par an.

Sans préjudice des canaux de distribution des autocollants prévus par les producteurs en application de l'article 4, les services communaux et l'administration distribuent les autocollants régionaux.

Art. 6. Sont interdits :

1^o le dépôt d'imprimés publicitaires plastifiés sur les véhicules à l'arrêt ou en stationnement sur toute voie ouverte au public, que l'assiette de celle-ci soit publique ou privée ;

2^o le lancement et l'abandon, sur la voie publique ou dans l'environnement, de confettis, serpentins et autres projectiles festifs, lorsqu'ils sont en matière plastique ou métallique ;

Art. 7. Un formulaire de plainte pour le non-respect des interdictions visées aux articles 3 et 6 est édité sur le portail environnement du site internet de la Wallonie.

Art. 8. § 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2006 relatif à la prévention des déchets de papier publicitaire est abrogé.

§ 2. A l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'article 2, les mots « - les déchets de papier ; » et « - les déchets photographiques » sont supprimés ;

2^o le chapitre IV intitulé « Des déchets de papier » est abrogé ;

3^o le chapitre IX intitulé « Des déchets photographiques » est abrogé.

Art. 9. L'article 8, § 2, 1^o et 2^o, pour ce qui concerne les déchets de papier, entre en vigueur le 8 août 2019.

Art. 10. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 février 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Annexe 1

Modèle d'autocollant n°1 :



Les personnes qui apposent l'autocollant répondant au modèle n° 1 manifestent leur volonté de ne recevoir ni imprimé publicitaire ni presse d'information gratuite non adressés.

Modèle d'autocollant n° 2 :



Les personnes qui apposent l'autocollant répondant au modèle n°2 manifestent leur volonté de ne pas recevoir d'imprimé publicitaire non adressé ; elles restent désireuses de recevoir la presse d'information gratuite non adressée.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2019 favorisant la prévention de certains déchets et la propreté publique.

Namur, le 28 février 2019.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Annexe 2

Les autocollants régionaux visés par le présent arrêté répondent aux caractéristiques techniques suivantes :

- 1° Dimensions : 95 mm x 21 mm ;
- 2° Composition : vinyle brillant d'une épaisseur de 90 microns ;
- 3° Couleurs :
 - fond de l'autocollant : blanc - référence #ebebed ;
 - mentions exprimant le refus des imprimés publicitaires : rouge – référence #df0953 ;
 - mentions exprimant l'acceptation des imprimés publicitaires : Vert : #2bbb4c ;
 - mentions au bas de l'autocollant : noir standard ;
 - coq wallon : rouge - référence #e31837.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2019 favorisant la prévention de certains déchets et la propreté publique.

Namur, le 28 février 2019.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2019/11843]

28. FEBRUAR 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Vermeidung bestimmter Abfälle und zur Förderung der öffentlichen Sauberkeit

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, Artikel 6 § 4, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 2016;

Aufgrund des Wallonischen Abfall-Ressourcenplans, Aktionen 19 und 20 des Kapitels 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle in der geänderten Fassung, Artikel 50 ff. und Artikel 89 ff.;

Aufgrund des am 26. September 2018 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 64.102/4 des Staatsrats;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen politischen Vorhaben am 26. Juni 2018 erstellten Berichts;

Aufgrund der Zustellung an die Europäische Kommission gemäß der Richtlinie (EU) 2015/1535 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. September 2015 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der Normen und technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft;

In Erwägung der Abfallhierarchie;

In Erwägung des Beitrags des Stopp Werbung - Aufklebers zur Vermeidung der Abfälle von Werbepapier;

In der Erwägung, dass die Umhüllung mit Plastikfolie der kostenlosen Veröffentlichungen für deren Verteilung nicht unerlässlich ist und dass die nachgewiesenen Alternativen auf dem Markt verfügbar sind, insbesondere für die Gruppierung der Veröffentlichungen, ihren eventuellen Schutz und ihre Adressierung;

In der Erwägung, dass den Akteuren jedoch eine Anpassungszeit gelassen werden muss, um diese Alternativen weiter zu verbreiten;

In Erwägung der ständigen Verringerung der Erzeugung von fotografischen Abfällen, die auf die Digitaltechnologien zurückzuführen ist;

In Erwägung der am 3. Juli 2017 abgegebenen Stellungnahme der Kommission für Abfälle;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Verteiler : die Person, die Reklameblätter oder kostenlose Informationspresse verteilt;

2° Reklameschriften : die kostenlose Informationspresse und Reklameblätter;

3° Herausgeber : die Person, die die Verantwortung des redaktionellen Inhalts einer Veröffentlichung übernimmt und trägt, die Druck- und Verteilungsaufträge aufgibt und finanziell regelt und für die mit diesem Status verbundenen gesetzlichen Vorschriften sorgt;

4° Plastikfolie: die Hülle oder Verpackung aus Kunststoff, die ein oder mehrere Schriftstücke umgibt;

5° Reklameblatt : die kostenlose Veröffentlichung zu gewerblichen Zwecken, die das besondere Interesse des oder der Werbenden betrifft, mit Ausnahme der kostenlosen Informationspresse. Das in der Form eines separaten Blattes in der kostenlosen Informationspresse eingesteckte Reklameschriftstück behält seinen Status als Reklameblatt;

6° Kunststoff : ein Polymer im Sinne des Artikels 3 Punkt 5) der Verordnung (EG) Nr. 1907/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates, dem Zusatzstoffe oder andere Stoffe hinzugefügt werden konnten und das als struktureller Hauptbestandteil dienen kann;

7° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

8° kostenlose Informationspresse: die kostenlose Veröffentlichung, die in regelmäßigen und festen Abständen verteilt und mindestens zwölf Mal im Jahr herausgegeben wird, die die Multi-Markenwerbung, Angaben des verantwortlichen Herausgebers und des Kontakts der Redaktion sowie einerseits urheberrechtlich geschützten redaktionellen Text mit journalistischen, dem Verteilungsgebiet angepassten, jedoch hauptsächlich lokalen und kommunalen Informationen in Verbindung mit den jüngsten Ereignissen, und andererseits noch aktuelle und dem Verteilungsgebiet angepasste Informationen allgemeinen Interesses enthält, und die sich auf fünf der folgenden sechs Themen bezieht:

a) Bereitschaftsdienstzeiten (Ärzte, Apotheker, Tierärzte, usw.);

b) Kalender der hauptsächlich kulturellen, sportlichen, assoziativen und karitativen Veranstaltungen in dem Verteilungsgebiet;

c) Stellen- und Ausbildungsangebote;

d) notarielle Immobilienanzeigen;

e) Kleinanzeigen von Privatpersonen;

f) gesetzliche Bestimmungen, gemeinnützliche Meldungen und offizielle oder gemeinnützliche Veröffentlichungen wie zum Beispiel die öffentlichen Untersuchungen oder die von den Gerichten und Gerichtshöfen angeordneten Veröffentlichungen;

9° Hersteller: der Herausgeber von Reklameschriften oder kostenlosen Veröffentlichungen, die in der Wallonischen Region verteilt werden;

10° Werbung: Aktivität oder Meldepraxis, die zum Gegenstand hat, ein Warenzeichen, ein Produkt oder eine Dienstleistung kommerzieller Art bekannt zu machen, und zu deren Ankauf oder Benutzung anzuregen.

Art. 2 - Der Bewohner eines Gebäudes kann jederzeit melden, dass er ihm nicht adressierte Reklameschriften nicht erhalten möchte, indem er einen regionalen Aufkleber auf seinen Briefkasten anbringt.

Der regionale Aufkleber drückt die Ablehnung der Reklameblätter und der kostenlosen Informationspresse, die an ihn nicht adressiert sind, oder nur die Ablehnung der nicht adressierten Reklambätter aus.

Die zwei Arten regionaler Aufkleber werden zusammen vorgeschlagen. Sie entsprechen den in Anhang 1 beigefügten Mustern und weisen die in Anhang 2 beschriebenen technischen Merkmale auf. Der Minister kann die Muster der Aufkleber zum Ausdruck der Ablehnung von Reklameschriften und deren technischen Merkmale nach Zurateziehung der Sektoren anpassen.

Art. 3 - § 1. Es ist verboten, nicht adressierte Reklameschriften zu hinterlegen oder zu verteilen:

1° unter Verstoß gegen die auf den Briefkästen anhand des regionalen Aufklebers angebrachten Vermerke oder gegen jeglichen ähnlichen, deutlich und im Allgemeinen ausgedrückten Willen;

2° in der Nähe der Briefkästen, denen sie bestimmt werden, auf der öffentlichen Straße oder derart, dass sie auf die öffentliche Straße gelangen können;

3° in der Nähe der Briefkästen, denen sie bestimmt werden, unter Verstoß gegen die von den Eigentümern oder Bewohnern der Immobilien geäußerten Gesuchen;

4° in den Briefkästen von offensichtlich unbewohnten Gebäuden.

Die gruppierte Verteilung von Veröffentlichungen, ungeachtet ihres Gegenstands, die zum Zweck oder als Wirkung haben, dass die auf den Briefkästen angebrachten Vermerke ganz oder teilweise nicht beachtet werden, ist verboten.

§ 2. Die Verteilung unter Plastikfolie der Reklameschriften, ob adressiert oder nicht, und aller sonstigen kostenlosen Veröffentlichungen, die keine Werbung sind, ist verboten.

Das Verbot findet unmittelbar Anwendung auf die Veröffentlichungen, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses nicht unter Plastikfolie verteilt wurden.

Für die Veröffentlichungen, die Gegenstand einer Verteilung unter Plastikfolie vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses sind, wird die Verwendung der Plastikfolien allmählich verringert, um bis zum 31. Dezember eines jeden Jahres folgende Ziele zu erreichen:

- 2019: Verringerung um mindestens 20% der Menge der 2017 verwandten Plastikfolien;
- 2020: Verringerung um mindestens 30% dieser Menge;
- 2021: Verringerung um mindestens 50% dieser Menge;
- 2022: völlige Abschaffung der Plastikfolien.

Wenn die Daten für das Jahr 2017 nicht verfügbar sind, gilt nach ordnungsgemäßer Begründung und Beweisführung bei der Verwaltung das Jahr 2018 als Bezugsjahr.

Unter Menge Plastikfolie versteht man die Tonnage Plastikfolien oder, wenn die Daten nicht verfügbar sind, und nach ordnungsgemäßer Begründung und Beweisführung der Gleichwertigkeit, die Anzahl verwandten Folien.

Auf Stellungnahme der Verwaltung kann der Minister das Verfahren zur Berechnung der Verringerung der Menge Plastikfolien bestimmen.

Art. 4 - § 1. Die Hersteller und Verteiler von nicht adressierten Reklameschriften, die in die Briefkästen verteilt werden:

1° gewährleisten mindestens einmal im Jahr deutlich und auf angemessene und kollektive Weise die Information aller Empfänger der nicht adressierten Reklameschriften über den Zweck und die Verfügbarkeit der regionalen Aufkleber;

2° geben regionale Aufkleber auf ihre Kosten heraus, um den in Absprache mit der Verwaltung erfassten Bedürfnissen bezüglich ihrer Verteilung nachzukommen;

3° sorgen für die kostenlose Verteilung der regionalen Aufkleber durch ein Netz von der Öffentlichkeit frei zugänglichen Einrichtungen, die auf dem Gebiet homogen verteilt sind;

4° stellen der Verwaltung Aufkleber zwecks deren Verteilung durch die Gemeinden und regionalen Dienststellen zur Verfügung;

5° tragen zu regionalen Aktionen zur Bewusstseinsbildung für die Vermeidung und Behandlung von Abfällen und die öffentliche Sauberkeit bezüglich Reklameschriften zu, insbesondere durch Verbreitung der regionalen Kommunikationskampagnen;

6° sorgen für die Behandlung der Klagen über die Nichtbeachtung des regionalen Aufkleber durch die Verteiler;

7° erstatten der Verwaltung jährlich vor dem 1. März eines jeden Jahres Bericht über die im Laufe des vorigen Jahres gemäß den oben stehenden Punkten geführten Aktionen, die eventuelle Verteilung unter einander der verschiedenen Verpflichtungen, die Bilanz der Klagen und deren Behandlung, sowie die Anzahl der über das in Ziffer 3 genannte Netz der Einrichtungen verteilten Aufkleber.

Die Hersteller und Verteiler können die Ausführung aller oder eines Teils ihrer Verpflichtungen auf kollektive Weise einem Dritten anvertrauen. Sie teilen der Verwaltung die Daten über die Kontaktperson(en) für die Anwendung der Bestimmungen vorliegenden Artikels mit.

Der Hersteller von Reklameschriften, die kein Blatt A4 übersteigen und höchstens zweimal im Jahr ausschließlich auf lokaler Ebene verteilt werden, ist von den in Absatz 1 Ziffer 1 bis 5 und 7 genannten Verpflichtungen befreit.

§ 2. Die Verteiler von Reklameschriften erstatten der Verwaltung jährlich vor dem 1. März eines jeden Jahres Bericht über die Anzahl Ausgaben, die Anzahl Exemplare und die jährliche Tonnage von in der Wallonischen Region verteilten nicht adressierten Reklameschriften.

Die Verteiler der in Artikel 3 § 2 erwähnten Veröffentlichungen teilen der Verwaltung bis zum 1. März eines jeden Jahres die Anzahl Veröffentlichungen, die in der Wallonie in dem vorigen Jahr unter Plastikfolie verteilt wurden, die jeweiligen Hersteller dieser Veröffentlichungen, das Bezugsjahr sowie die entsprechende Tonnage von Plastikfolien mit.

Die Hersteller und Verteiler können die Ausführung aller oder eines Teils ihrer Verpflichtungen auf kollektive Weise einem Dritten anvertrauen. Sie teilen der Verwaltung die Daten über die Kontaktperson(en) für die Anwendung vorliegenden Artikels mit.

§ 3. Die Verwaltung kann das Format und die Modalitäten für die Berichte und Mitteilungen im Sinne des vorliegenden Artikels bestimmen.

§ 4. Auf Stellungnahme der Verwaltung und nach Konsultierung der Einrichtungen, die die betroffenen Parteien vertreten, kann der Minister die Anwendungsmodalitäten des vorliegenden Artikels, insbesondere die Mindestanzahl regionaler Aufkleber, die jährlich herauszugeben sind, und das Format und die Modalitäten für die Berichte und Mitteilungen bestimmen.

Art. 5 - Die Gemeinden und Interkommunalen für Abfallwirtschaft informieren regelmäßig ihre Benutzer über die Verfügbarkeit der regionalen Aufkleber. Die Information wird in ihrer Internetseite und in dem gemeindlichen Informationsblatt mindestens einmal im Jahr veröffentlicht.

Unbeschadet der in Anwendung von Artikel 4 von den Herstellern vorgesehenen Verteilungskanäle der Aufkleber verteilen die Gemeindedienststellen und die Verwaltung die regionalen Aufkleber.

Art. 6 - Verboten sind:

1° das Hinterlegen von Reklameblättern unter Plastikfolie auf haltende oder parkierte Fahrzeuge auf jeglicher der Öffentlichkeit offenen Straße, ungeachtet, ob die Grundlage der Straße öffentlich oder privat ist.

2° das Werfen oder Verlassen auf der öffentlichen Straße oder in der Umwelt von Konfettis, Luftschlangen und sonstigen feierlichen Wurfgeschossen, ob aus Kunststoff oder aus Metall;

Art. 7 - Ein Klageformular wegen Nichtbeachtung der in den Artikeln 3 und 6 erwähnten Verbote wird auf dem Umwelt-Portal der Internetseite der Wallonie veröffentlicht.

Art. 8 - §1. Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Dezember 2006 über die Vorbeugung von Abfällen von Reklamedrucksachen wird aufgehoben.

§ 2. In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Artikel 2 werden die Wörter "- Papierabfälle" und "- Fotoabfälle" gestrichen;

2° das "Papierabfälle" betitelte Kapitel IV wird aufgehoben;

3° das "Fotoabfälle" betitelte Kapitel IX wird aufgehoben.

Art. 9 - Artikel 8 § 2, Ziffer 1° und 2° tritt, was die Papierabfälle betrifft, am 8. August 2019 in Kraft.

Art. 10 - Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. Februar 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung,
öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

Anhang 1

Aufkleber - Muster Nr. 1 :



Die Personen, die den Aufkleber nach dem Muster Nr. 1 anbringen, äußern ihren Willen, weder Reklameblätter noch kostenlose Informationspresse, die nicht adressiert sind, zu erhalten.

Aufkleber - Muster Nr. 2 :



Die Personen, die den Aufkleber nach dem Muster Nr. 2 anbringen, äußern ihren Willen, nicht adressierte Reklameblätter zu erhalten; sie möchten jedoch die nicht adressierte kostenlose Informationspresse weiterhin erhalten.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2019 zur Vermeidung bestimmter Abfälle und zur Förderung der öffentlichen Sauberkeit als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 28. Februar 2019.

Für die Regierung,

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete,

C. DI ANTONIO

Anhang 2

Die regionalen Aufkleber nach dem vorliegenden Erlass entsprechen den folgenden technischen Merkmalen:

1. Abmessungen: 95 mm x 21 mm;
- 2° Zusammensetzung: ca. 90 µ starkes glänzendes Vinyl;
- 3° Farben:
 - Hintergrund des Aufklebers: Weiß – Referenz #ebebed;
 - Angaben zur Äußerung der Ablehnung der Reklameblätter: Rot – Referenz #df0953;
 - Angaben zur Äußerung der Annahme der Reklameblätter: Grün: #2bbb4c;
 - Angaben im unteren Teil des Aufklebers: Standard-Schwarz;
 - wallonischer Hahn: Rot – Referenz #e31837.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2019 zur Vermeidung bestimmter Abfälle und zur Förderung der öffentlichen Sauberkeit als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 28. Februar 2019.

Für die Regierung,

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete,

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2019/11843]

28 FEBRUARI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot bevordering van de preventie van bepaalde afvalstoffen en van de openbare netheid

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, artikel 6, § 4, laatst gewijzigd bij het decreet van 23 juni 2016;

Gelet op het Waals plan inzake afval en grondstoffen, de acties 19 en 20 van hoofdstuk 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 50 en volgende en de artikelen 89 en volgende;

Gelet op het advies nr. 64.102/4 van de Raad van State, gegeven op 26 september 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het rapport opgesteld op 26 juni 2018 overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de betekening aan de Europese Commissie overeenkomstig Richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

Gelet op de afvalhiërarchie;

Gelet op de bijdrage van de antireclamesticker tot de preventie van papierafval van reclamebladen;

Overwegende dat de verpakking onder plastic folie van gratis publicaties niet onontbeerlijk is voor de verdeling ervan en dat er beproefde alternatieven op de markt beschikbaar zijn, met name voor de groepering van publicaties, de mogelijke bescherming en adressering ervan;

Overwegende dat het niettemin noodzakelijk is de actoren de tijd te gunnen om zich aan te passen om deze alternatieven te veralgemenen;

Gelet op de voortdurende daling van de productie van fotografisch afval als gevolg van digitale technologieën;

Gelet op het advies van de Afvalcommissie, gegeven op 3 juli 2017;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° verdeler: de persoon die zorgt voor de verdeling van reclamedrukwerk of gratis informatiebladen;

2° reclameteksten: de gratis informatiebladen en het reclamedrukwerk;

3° uitgever: de persoon die belast is met en verantwoordelijk is voor de redactionele inhoud van een publicatie, die de druk- en verdelingsopdrachten bestelt en financieel regelt en die toeziet op de wettelijke vereisten in verband met dit statuut;

4° plastic folie: de plastic omhulsel of verpakking rond één of meerdere geschriften;

5° reclamedrukwerk: de gratis publicatie met commerciële doeleinden die het bijzonder belang van de adverteerder(s) beoogt, met uitzondering van de gratis informatiebladen. De reclametekst die in de gratis informatiebladen in de vorm van een afzonderlijke folder wordt ingelegd, behoudt zijn statuut van reclamedrukwerk.

6° kunststof: een polymeer in de zin van artikel 3, punt 5, van Verordening (EG) nr. 1907/2006 van het Europees Parlement en de Raad waaraan additieven of andere stoffen kunnen zijn toegevoegd, en dat kan fungeren als structureel hoofdbestanddeel van draagtassen;

7° Minister: de Minister die voor Leefmilieu bevoegd is;

8° gratis informatiebladen: de gratis publicatie verspreid volgens een regelmatige en vastgelegde periodiciteit met een minimum van twaalf nummers per jaar en bevattende de multimerken-reclame, de vermelding van de verantwoordelijke uitgever en de contactpersoon van de redactie, alsmede, enerzijds, door de auteursrechten beschermde redactionele tekst, met informatie van journalistieke aard die gebonden is aan de recente gebeurtenissen en aangepast aan het verdelingsgebied, maar die hoofdzakelijk lokaal en/of gemeentelijk is, en anderzijds, niet-verouderde informatie van algemeen belang over actuele gebeurtenissen die aangepast is aan het verdelingsgebied, met betrekking tot vijf van de zes volgende onderwerpen:

a) de beurtregelingen (artsen, apothekers, dierenartsen,...);

b) de agenda's met de belangrijkste culturele, sportieve, verenigings- en liefdadigheidsevenementen in het distributiegebied;

c) de werkaanbiedingen en opleidingsaanbod;

d) de notariële aankondigingen;

e) de advertenties van particulieren;

f) de wetgevingen, de aankondigingen van openbaar nut en de officiële publicaties of publicaties van openbaar belang, zoals de openbare onderzoeken of publicaties die in opdracht van rechtbanken en gerechtshoven zijn gelast;

9° producent: de uitgever van reclameteksten en van gratis publicaties die in het Waalse Gewest worden verspreid;

10° reclame: de activiteit of de communicatiepraktijk die erop gericht is een merk, een product of een dienst van commerciële aard te promoten en de aankoop of het gebruik daarvan aan te moedigen.

Art. 2. De bewoner van een gebouw kan zich op elk moment verzetten tegen het ontvangen van ongeadresseerde reclameteksten door een regionale sticker op zijn brievenbus aan te kleven.

De regionale sticker drukt de weigering van het ongeadresseerde reclamedrukwerk en van de ongeadresseerde gratis informatiebladen of alleen de weigering van het ongeadresseerde reclamedrukwerk uit.

De twee soorten regionale stickers worden gezamenlijk voorgesteld. Ze stemmen met de in bijlage 1 bedoelde modellen overeen en hebben de in bijlage 2 bedoelde technische kenmerken. De Minister kan de modellen van de stickers tot uitdrukking van de weigering van de reclameteksten en hun technische kenmerken na raadpleging van de sectoren aanpassen.

Art. 3. § 1. Het is verboden ongeadresseerde reclameteksten af te geven of te verdelen:

1° in overtreding van de voorschriften die door de regionale sticker op de brievenbussen zijn aangebracht of van iedere duidelijk en in het algemeen uitgedrukte gelijksoortige wilsuiting;

2° in de nabijheid van de brievenbussen waarvoor ze zijn bestemd, op de openbare weg of zodanig dat ze op de openbare weg zouden terechtkomen;

3° in de nabijheid van de brievenbussen waarvoor ze zijn bestemd, in strijd met de verzoeken van de eigenaars of bewoners van gebouwen;

4° in de brievenbussen van blijkbaar onbewoonde gebouwen.

De gezamenlijke verdeling van publicaties, ongeacht het onderwerp, die als doel of gevolg hebben dat de op de brievenbussen aangebrachte vermeldingen geheel of gedeeltelijk niet of niet volledig worden nagekomen, is verboden.

§ 2. De verdeling onder plastic folie van de al dan niet geadresseerde reclameteksten en iedere andere niet-publicitaire gratis publicatie is verboden.

Het verbod is rechtstreeks toepasselijk op de publicaties die vóór de inwerkingtreding van dit besluit niet onder plastic folie werden verspreid.

Voor de publicaties die het voorwerp uitmaken van een verdeling onder plastic folie vóór de inwerkingtreding van dit besluit, wordt het gebruik van plastic folie geleidelijk verminderd zodat de volgende doelstellingen voor 31 december van elk jaar worden bereikt:

- 2019: de vermindering met minimum 20 % van de hoeveelheid plastic folie gebruikt in 2017;

- 2020: de vermindering met minimum 30 % van deze hoeveelheid;

- 2021: de vermindering met minimum 50 % van deze hoeveelheid;

- 2022: de totale verwijdering van plastic folie.

Wanneer de gegevens voor 2017 niet beschikbaar zijn en mits behoorlijk gerechtvaardigde redenen en bewijsvoering bij de Administratie is het referentiejaar 2018.

Onder hoeveelheid plastic folie wordt verstaan de tonnage plastic folie of wanneer de gegevens niet beschikbaar zijn, en, mits behoorlijk gerechtvaardigde redenen en bewijsvoering, het aantal gebruikte films.

Op advies van de Administratie kan de Minister de berekeningswijze van de vermindering van de hoeveelheid plastic folie bepalen.

Art. 4. § 1. De producenten en verdelers van ongeadresseerde reclameteksten verspreid in de brievenbussen:

1° zorgen minstens één per jaar op duidelijke, aangepaste en gemeenschappelijke wijze voor de informatie van alle ontvangers van ongeadresseerde reclameteksten over de doelstelling en de beschikbaarheid van de regionale stickers;

2° geven regionale stickers op eigen kosten uit om in te spelen op de in overleg met de Administratie bepaalde behoeften betreffende hun verdeling;

3° zorgen voor de kosteloze verdeling van de regionale stickers via een net van inrichtingen die gratis toegankelijk zijn voor het publiek en die op homogene manier op het grondgebied worden verdeeld;

4° stellen stickers ter beschikking van de Administratie met het oog op hun verdeling door de gemeenten en de gewestelijke diensten;

5° werken mee aan gewestelijke bewustmakingsacties inzake van afvalpreventie en -beheer en openbare netheid wat betreft de reclameteksten, met name door gewestelijke communicatiecampagnes door te geven;

6° zorgen voor de opvolging van de klachten betreffende de niet-naleving van de regionale sticker door de verdelers;

7° brengen jaarlijks voor 1 maart van elk jaar verslag uit aan de Administratie over de acties die overeenkomstig de vorige punten tijdens het vorige jaar zijn uitgevoerd, de eventuele verdeling tussen elkaar van de verschillende verplichtingen, de beoordeling van de klachten en de opvolging daarvan alsook het aantal stickers verspreid via het in punt 3° bedoelde net van inrichtingen.

De producenten en de verdelers kunnen de uitvoering van het geheel of een gedeelte van hun verplichtingen gezamenlijk aan een derde toevertrouwen. Ze delen de personalia van de contactpersoon(onen) voor de toepassing van de bepalingen van dit artikel aan de Administratie mede.

De producent van reclameteksten van maximaal één blad A4 die ten hoogste tweemaal per jaar op uitsluitend lokaal niveau worden verspreid, is vrijgesteld van de in de eerste lid, 1° tot 5° en 7°, bedoelde verplichtingen.

§ 2. De verdelers van reclameteksten brengen jaarlijks voor 1 maart van elk jaar verslag uit aan de Administratie over het aantal uitgaven, het aantal exemplaren en de jaarlijkse tonnage van ongeadresseerde reclameteksten in het Waalse Gewest.

De verdelers van de in artikel 3, § 2, bedoelde publicaties delen voor 1 maart van elk jaar het aantal publicaties die onder plastic folie worden verpakt en die tijdens het vorige jaar in Wallonië zijn verspreid, de respectievelijke producenten van die publicaties, het referentiejaar alsook de overeenstemmende tonnage van plastic folie aan de Administratie mede.

De verdelers kunnen de uitvoering van het geheel of een gedeelte van hun verplichtingen gezamenlijk aan een derde toevertrouwen. Ze delen de personalia van de contactpersoon(onen) voor de toepassing van dit artikel aan de Administratie mede.

§ 3. De Administratie kan het formaat en de modaliteiten van de in dit artikel bedoelde verslagen en mededelingen bepalen.

§ 4. Op advies van de Administratie en na raadpleging van de representatieve instellingen van de betrokken partijen kan de Minister de modaliteiten van dit artikel, met name het minimaal aantal regionale stickers die jaarlijks moeten worden uitgegeven, en het formaat en de modaliteiten van de verslagen en mededelingen bepalen.

Art. 5. De gemeenten en de intercommunales bevoegd voor afvalbeheer lichten regelmatig hun gebruikers over de beschikbaarheid van de regionale stickers in. De informatie wordt op hun website verspreid en minstens één keer per jaar in het gemeentelijk bulletin bekendgemaakt.

Onverminderd de verdelingskanalen voor de stickers waarin de producenten overeenkomstig artikel 4 voorzien, verdelen de gemeentelijke diensten en de Administratie de regionale stickers.

Art. 5. Verboden zijn:

1° het achterlaten van plastic reclaimedrukwerk op stilstaande of geparkeerde voertuigen op alle wegen die voor het publiek toegankelijk zijn, ongeacht of de belastinggrondslag openbaar of particulier is;

2° het gooien en achterlaten, op de openbare weg of in het leefmilieu, van confetti, serpentine en andere feestelijke projectielen, wanneer deze van plastic of metaal zijn gemaakt.

Art. 6. Een klachtformulier voor de niet-naleving van de in de artikelen 3 en 6 bedoelde verbodsbepalingen wordt op het Webportaal Leefmilieu van Wallonië uitgegeven.

Art. 7. § 1. Het besluit van de Waalse Regering van 21 december 2006 betreffende de preventie van afval van reclamepapier wordt opgeheven.

§ 2. In het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in artikel 2 vervallen de woorden “- papierafval;” en “-fotografisch afval”;

2° hoofdstuk IV met als opschrift “Papierafval” wordt opgeheven;

3° hoofdstuk IX met als opschrift “Fotografisch afval” wordt opgeheven.

Art. 8. Artikel 8, § 2, 1° en 2°, wat betreft papierafval, treedt in werking op 8 augustus 2019.

Art. 9. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 februari 2019.

Voor de Regering:

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang,
Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

Bijlage 1

Model van sticker nr.1:



De personen die de sticker naar model nr. 1 aankleven, uiten de wens om geen ongeadresseerd reclamedrukwerk en geen ongeadresseerde gratis informatiebladen te ontvangen.

Model van sticker nr. 2:



De personen die de sticker naar model nr. 2 aankleven, uiten de wens om geen ongeadresseerd reclamedrukwerk te ontvangen; ze wensen nochtans ongeadresseerde gratis informatiebladen nog te ontvangen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering 28 februari 2019 tot bevordering van de preventie van bepaalde afvalstoffen en van de openbare netheid

Namen, 28 februari 2019.

Voor de Regering,

De Minister-President

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

Bijlage 2

De in dit besluit bedoelde regionale stickers hebben de volgende technische kenmerken:

- 1° afmetingen: 95 mm X 21 mm;
 - 2° compositie: glanzend vinyl met een breedte van 90 microns;
 - 3° kleuren :
- achtergrond van de sticker: wit – referentie #ebebed;
 - inhoud waarin de weigering van reclaimedrukwerk tot uitdrukking wordt gebracht: rood– referentie #df0953;
 - inhoud waarin de aanvaarding van reclaimedrukwerk tot uitdrukking wordt gebracht: groen: #2bbb4c ;
 - inhoud in de onderste van de sticker: standaard zwart;
 - Waalse haan: rood– referentie #e31837.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering 28 februari 2019 tot bevordering van de preventie van bepaalde afvalstoffen en van de openbare netheid

Namen, 28 februari 2019.

Voor de Regering,

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO